

1981 Racisme - le bulldozer du P.C.

Par Jacques DEROGY (en 1981), republié le 03/07/2018

RACISME

Le bulldozer du P.c.

Trois cent dix-huit Maliens, un bulldozer et un maire communiste : une offensive raciste préméditée, dit Jacques Derogy.

« Non au coup de force raciste ! » La protestation s'étale sur tous les panneaux municipaux de la commune de Vitry-sur-Seine, fief communiste du Val-de-Marne. De qui émane-t-elle ? Pas des victimes concernées : les 318 travailleurs maliens transférés d'un foyer de Saint-Maur à un foyer de Vitry attaqué au bulldozer, le soir du réveillon de Noël, par un commando de manifestants. Non, l'affiche porte la signature de la municipalité de Vitry.

L'agresseur n'est pas, non plus, dans cette optique, celui qui a dirigé le raid du 24 décembre, mais celui qui a imposé à la population vitriote la présence de ce nouveau contingent de Noirs d'Afrique. Pour les dirigeants communistes de la municipalité ainsi agressés, ce responsable, c'est, tout à la fois, le maire gardien de Saint-Maur-la-bourgeoise, le préfet du département, l'organisme gestionnaire des deux foyers et les édiles socialistes accusés de jouer les Ponce Pilate.

Cette affiche municipale résume en trois phrases l'ampleur du tournant électoral pris par le P.c. sur le problème de l'immigration : « Les 300 Maliens transportés clandestinement de Saint-Maur à Vitry doivent repartir... Priorité au logement des Vitriots et des travailleurs des entreprises de la ville. Vitry n'est pas un ghetto. »

La version communiste de l'affaire, qui a pris, depuis, une résonance nationale, et même internationale, n'est pas moins édifiante. Premier acte du plan prémédité, selon elle, par le maire de Saint-Maur, Jean-Louis Beaumont, pour « créer une situation explosive à Vitry » : les Maliens employés dans sa commune ont été « transbahutés de nuit, comme du bétail, leurs affaires jetées par les fenêtres, et installés de force, à la sauvette, dans un foyer fermé pour cause de rénovation et destiné à de jeunes travailleurs français ».

« L'Humanité » commence par situer cette agression dans la nuit du lundi 22 au mardi 23. En réalité, ce déménagement a été effectué, en autocars, le

dimanche 21, entre 8 heures et 14 heures, à la satisfaction des intéressés et avec leur consentement. De la terrasse de l'entreprise voisine, la Soparoco, filiale du P.c., un militant a pu suivre à la jumelle leur installation dans ce foyer excentrique, isolé entre le stade et la zone industrielle.

Mais il fallait le temps de préparer la « riposte la plus énergique » à laquelle, dès le 23 au soir, appelait le secrétaire fédéral Guy Poussy. Conformément à la récente décision du Parti de s'opposer à la concentration des immigrés dans les municipalités communistes de la banlieue parisienne.

Second acte ainsi décrit par l'hebdomadaire local « Le Travailleur », avant qu'éclate la polémique et réagissent les médias : « Les manifestants étaient là non seulement pour crier leur colère, mais pour mettre devant leurs responsabilités le préfet et le maire de Saint-Maur. Ainsi, avec un bulldozer, ils condamneront les grilles du foyer, qui n'auraient jamais dû être ouvertes ; l'eau, le gaz, l'électricité furent coupés... Guy Poussy, notamment, s'est adressé à eux (les Maliens), malgré l'hostilité violente du chef de tribu, pour les appeler à

faire preuve de dignité : « Vous ne pouvez accepter de prendre des logements qui étaient réservés à de jeunes travailleurs français. Vous êtes de Saint-Maur. Vous devez donc agir avec nous pour être relogés à Saint-Maur. Vous n'avez pas d'autre choix. »

Le maire de Vitry, Paul Mercieca, se targue alors d'avoir pris la tête de cette manifestation : « Je me suis rendu au foyer pour informer les travailleurs maliens de l'interdiction d'habiter que j'avais dû prendre... Des habitants de Vitry ont décidé, devant le refus du préfet, d'appliquer mon arrêté en prenant les mesures conservatoires concernant l'eau, le gaz et l'électricité. »

Or, pour appliquer cet arrêté, les manifestants ont usé d'une manière qui a tant indigné les autres organisations de gauche de Vitry — jusqu'au très communiste Mrap, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples — que leur maire a dû, depuis, opérer un recul tactique : « Des incidents se sont produits dont je refuse la paternité ; je suis accusé injustement d'avoir organisé une opération de commando. »

En rétablissant la chronologie des

faits, l'enquête de L'Express permet de retenir, pourtant, la préméditation. L'opération de Vitry s'inscrit dans une stratégie définie, au début octobre, par les maires et les fédérations communistes de la région parisienne.

L'offensive contre les « ghettos de la misère » est lancée, le 28 octobre, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Au même moment, la municipalité de Vitry rompt le dialogue avec l'Adel (l'Association pour le développement des foyers d'immigrés, qui en gère une cinquantaine dans la région) sur la réouverture du foyer fermé le 31 mars.

Propriété de l'Office H.L.M., ce foyer de 524 places a été construit, en 1968, avec le Fonds d'action sociale réservé au logement des immigrés. Et loué pour un bail de quarante-cinq ans à l'Adel, qui a procédé à 3 millions de Francs de rénovation depuis sa fermeture. Or, voilà que la municipalité veut en reprendre l'usage pour ses administrés. L'Adel s'oppose à cette prétention non conforme au contrat. Le maire adjoint, Guy Martin, menace alors le secrétaire général de l'organisme, Christian Collé : « Vous recherchez l'affrontement, vous l'aurez. »

Le 5 novembre, le Bureau politique du P.c. appelle les élus communistes à refuser la création de foyers « qui aggravent la concentration des immigrés » et à limiter l'aide sociale aux immigrés.

C'est alors que l'Adel finit de remettre à neuf son foyer de Vitry, en vue de reloger les 318 Maliens hébergés dans un foyer provisoire de Saint-Maur, devenu insalubre et dangereux. Les Maliens — des musulmans originaires du même village — ont peur pour le foyer de Vitry, que leur chef coutumier, Djimé Doukouré, visite avec enthousiasme. Ils éménagent, le 21 décembre, en boubous et gandouras.

Quelle stupefaction pour eux de voir leurs locaux envahis, trois jours plus tard, par une cinquantaine de militants répartis en commandos spécialisés : un pour scintiller et fouiller le directeur, Paul Berthoud, et s'emparer de six cents clefs ; un autre pour arracher les téléphones ; un autre pour saboter l'armoire électrique ; un autre pour détruire les brûleurs des chaudières ; un autre pour souder à l'arc les grilles d'entrée, tandis qu'un bulldozer moue les accès et dérase les escaliers extérieurs et le perron. Pendant près de une heure et demie, les « manifestants » séquestrent les trois familles d'employés, traités de « valets du capital », et tentent en vain d'entraîner les Maliens présents dans une marche sur la préfecture de Créteil.

Ceux-ci préférèrent rester à grelotter dans leur foyer saccagé par cette démonstration politique, que le secrétaire de la section socialiste, Jean-Marc Bourjac, inquiet de la montée des intolérances, appelle la « démocratie-bulldozer ». JACQUES DEROGY ■



[ARCHIVE] L'affaire du bulldozer de Vitry souligne l'ambiguïté des élus de banlieue face aux "ghettos de la misère".

Dans L'Express du 3 janvier 1981

Trois cent dix-huit Maliens, un bulldozer et un maire communiste : une offensive raciste préméditée, dit Jacques DEROGY.

"Non au coup de force raciste !" La protestation s'étale sur tous les panneaux municipaux de la commune de Vitry-sur-Seine, fief communiste du Val-de-Marne. De qui émane-t-elle ? Pas des victimes concernées : les 318 travailleurs maliens transférés d'un foyer de Saint-Maur à un

foyer de Vitry attaqué au bulldozer, le soir du réveillon de Noël, par un commando de manifestants. Non, l'affiche porte la signature de la municipalité de Vitry.

L'agresseur n'est pas, non plus, dans cette optique, celui qui a dirigé le raid du 24 décembre, mais celui qui a imposé à la population vitriote la présence de ce nouveau contingent de Noirs d'Afrique. Pour les dirigeants communistes de la municipalité ainsi agressée, ce responsable, c'est, tout à la fois, le maire giscardien de Saint-Maur-la-bourgeoise, le préfet du département, l'organisme gestionnaire des deux foyers et les édiles socialistes accusés de jouer les Ponce Pilate.

Cette affiche municipale résume en trois phrases l'ampleur du tournant électoral pris par le P.C. sur le problème de l'immigration : "Les 300 Maliens transportés clandestinement de Saint-Maur à Vitry doivent repartir... Priorité au logement des Vitriots et des travailleurs des entreprises de la ville. Vitry n'est pas un ghetto."

La version communiste de l'affaire, qui a pris, depuis, une résonance nationale, et même internationale, n'est pas moins édifiante. Premier acte du plan prémédité, selon elle, par le maire de Saint-Maur, Jean-Louis Beaumont, pour "créer une situation explosive à Vitry" : les Maliens employés dans sa commune ont été "transbahutés de nuit, comme du bétail, leurs affaires jetées par les fenêtres, et installés de force, à la sauvette, dans un foyer fermé pour cause de rénovation et destiné à de jeunes travailleurs français".

L'Humanité commence par situer cette agression dans la nuit du lundi 22 au mardi 23. En réalité, ce déménagement a été effectué, en autocars, le dimanche 21, entre 8 heures et 14 heures, à la satisfaction des intéressés et avec leur consentement. De la terrasse de l'entreprise voisine, la Sopareco, filiale du P.C., un militant a pu suivre à la jumelle leur installation dans ce foyer excentrique, isolé entre le stade et la zone industrielle.

Travailleurs français

Mais il fallait le temps de préparer la "riposte la plus énergique" à laquelle, dès le 23 au soir, appelait le secrétaire fédéral Guy Poussy. Conformément à la récente décision du Parti de s'opposer à la concentration des immigrés dans les municipalités communistes de la banlieue parisienne.

Second acte ainsi décrit par l'hebdomadaire local *Le Travailleur*, avant qu'éclate la polémique et réagissent les médias : "Les manifestants étaient là non seulement pour crier leur colère, mais pour mettre devant leurs responsabilités le préfet et le maire de Saint-Maur. Ainsi, avec un bulldozer, ils condamnèrent les grilles du foyer, qui n'auraient jamais dû être ouvertes ; l'eau, le gaz, l'électricité furent coupés... Guy Poussy, notamment, s'est adressé à eux (les Maliens), malgré l'hostilité violente du chef de tribu, pour les appeler à faire preuve de dignité : 'Vous ne pouvez accepter de prendre des logements qui étaient réservés à de jeunes travailleurs français. Vous êtes de Saint-Maur. Vous devez donc agir avec nous pour être relogés à Saint-Maur. Vous n'avez pas d'autre choix.'"

Le maire de Vitry, Paul Mercieca, se targue alors d'avoir pris la tête de cette manifestation : "Je me suis rendu au foyer pour informer les travailleurs maliens de l'interdiction d'habiter que j'avais dû prendre... Des habitants de Vitry ont décidé, devant le refus du préfet, d'appliquer mon arrêté en prenant les mesures conservatoires concernant l'eau, le gaz et l'électricité."

Or, pour appliquer cet arrêté, les manifestants ont usé d'une manière qui a tant indigné les autres organisations de gauche de Vitry - jusqu'au très communiste MRAP, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples - que leur maire a dû, depuis, opérer un recul tactique : "Des incidents se sont produits dont je refuse la paternité : je suis accusé injustement d'avoir organisé une opération de commando."

En rétablissant la chronologie des faits, l'enquête de L'Express permet de retenir, pourtant, la préméditation. L'opération de Vitry s'inscrit dans une stratégie définie, au début octobre, par les maires et les fédérations communistes de la région parisienne.

Ghettos de la misère

L'offensive contre les "ghettos de la misère" est lancée, le 28 octobre, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Au même moment, la municipalité de Vitry rompt le dialogue avec l'Adef (l'Association pour le développement des foyers d'immigrés, qui en gère une cinquantaine dans la région) sur la réouverture du foyer fermé le 31 mars.

Propriété de l'Office H.L.M., ce foyer de 524 places a été construit, en 1968, avec le Fonds d'action sociale réservé au logement des immigrés. Et loué pour un bail de quarante-cinq ans à l'Adef, qui a procédé à 3 millions de Francs de rénovation depuis sa fermeture. Or, voilà que la municipalité veut en reprendre l'usage pour ses administrés. L'Adef s'oppose à cette prétention non conforme au contrat. Le maire adjoint, Guy Martin, menace alors le secrétaire général de l'organisme, Christian Colle : "Vous recherchez l'affrontement, vous l'aurez."

Le 5 novembre, le Bureau politique du P.C. appelle les élus communistes à refuser la création de foyers "qui aggravent la concentration des immigrés" et à limiter l'aide sociale aux immigrés.

C'est alors que l'Adef finit de remettre à neuf son foyer de Vitry, en vue de reloger les 318 Maliens hébergés dans un foyer provisoire de Saint-Maur, devenu insalubre et dangereux. Les Maliens - des musulmans originaires du même village - optent pour le foyer de Vitry, que leur chef coutumier, Djimé Doukouré, visite avec enthousiasme. Ils emménagent, le 21 décembre, en boubous et gandouras.

Quelle stupéfaction pour eux de voir leurs locaux envahis, trois jours plus tard, par une cinquantaine de militants répartis en commandos spécialisés : un pour ceinturer et fouiller le directeur, Paul Berthaud, et s'emparer de six cents clefs ; un autre pour arracher les téléphones ; un autre pour saboter l'armoire électrique ; un autre pour détruire les brûleurs des chaudières ; un autre pour souder à l'arc les grilles d'entrée, tandis qu'un bulldozer mure les accès et écrase les escaliers extérieurs et le perron. Pendant près de une heure et demie, les "manifestants" séquestrent les trois familles d'employés, traités de "valets du capital", et tentent en vain d'entraîner les Maliens présents dans une marche sur la préfecture de Créteil.

Ceux-ci préféreront rester à grelotter dans leur foyer saccagé par cette démonstration politique, que le secrétaire de la section socialiste, Jean-Marc Bourjac, inquiet de la montée des intolérances, appelle la "démocratie-bulldozer".